



DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE
COMMUNE D'EVIAN-LES-BAINS

PLAN LOCAL D'URBANISME

ANNEXES SANITAIRES : NOTICE

REVISION GENERALE

Direction de l'urbanisme et du foncier de la Ville d'Evian

Table des matières

1. PRESENTATION DU DEROULEMENT DE L'ETUDE PREALABLE AU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES.....	4
1.1 PHASE 1 : MISE A JOUR DES DONNEES ET QUANTIFICATION DES BESOINS	4
1.2 PHASE 2 : ETUDE COMPARATIVE DES SCENARII	4
1.3 PHASE 3 : ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT	5
2. PRESENTATION DE L'ETAT EXISTANT	5
2.1 ANALYSE DES DONNEES	5
2.1.1. Urbanisme et développement.....	5
2.1.1.1. Le SCOT du Chablais	5
2.1.1.2. Documents d'urbanisme communaux	6
2.1.2. Activités économiques et touristiques.....	7
2.1.2.1. Activités économiques	7
2.1.2.2. Activités agricoles	7
2.1.2.3. Activités touristiques	7
2.1.3 Prise en compte des contraintes naturelles.....	8
2.1.4. Contexte géologique et hydrogéologique	8
2.1.5. Géographie, géologie et hydrographie	9
2.1.5.1. Présentation	9
2.1.5.2. Géographie	9
2.1.5.3. Géologie.....	9
2.1.6. Les zones remarquables	9
2.1.6.1. Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)	9
2.1.6.2. Natura 2000	9
2.1.6.3. Alimentation en eau potable et périmètres de protection	10
2.1.6.4. La source des Cornus	10
2.1.6.5. Les sources de Scionnex	10
2.1.6.6. La station de pompage du lac Léman	10
2.1.6.7. Eléments piscicoles.....	10
2.1.7. Caractéristiques des cours d'eau	11
2.1.7.1. Ruisseau du Forchez	11
2.1.7.2. Ruisseau de la Léchère	13
2.1.7.3. Ruisseau des Bocquies.....	13
2.1.7.4. Ruisseau de Grange-Gallay.....	13
2.1.7.5. Ruisseau de la Détanche	13
2.1.7.6. Ruisseau du « Martelay »	14
2.1.7.7. Ruisseau de Larringes	14
2.1.7.8. Ruisseau du Bennevy	14
2.1.7.9. Ruisseau du Nant d'Enfer	14
2.2. ETAT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	14
2.3. ETAT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	15
2.4. SYNTHESE DES BESOINS DE LA COMMUNE	16
3. ETUDE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	16
3.1. DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS EXISTANTES	16
3.2 APTITUDE DES MILIEUX	16
3.2.1. L'aptitude des sols pour l'assainissement non collectif.....	17
3.2.1.1. Perméabilité du sol.....	17
3.2.1.2. Saturation en eau.....	17
3.2.1.3. Le substratum rocheux.....	17
3.2.1.4. Pente.....	17

3.2.2. L'aptitude des ruisseaux.....	17
Synthèse	18
4. ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	19
4.1. RAPPEL DES OBJECTIFS ET EXIGENCES REGLEMENTAIRES	19
4.2. PROGRAMMATION DES TRAVAUX	19
4.2.1 Principe retenu	19
4.2.2 Etudes et travaux réalisés par la CCPE à ce jour	20
4.2.3 Programme de travaux d'eaux usées de la CCPE pour la commune d'Evian,	20
5. LES EAUX PLUVIALES	20
5.1. PROBLEMATIQUES - ENJEUX	20
5.2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	21
5.3. ETUDES EFFECTUEES.....	23
5.4. TRAVAUX REALISES	23
5.5. RETENTION D'EAU PLUVIALE A LA PARCELLE	24
5.6. INERTAGE DES CUVES A MAZOUT	25
5.7.DIAGNOSTIC	25
5.8. PROGRAMME D'ACTION	26
5.8.1. Elaboration d'un règlement communal d'eau pluviale.	26
5.8.2. Réduction des sources potentielles de contamination	27
5.8.3. Entretien, curage des ouvrages d'eaux pluviales	27
5.8.4. Traitement des zones à risque d'inondation	27
5.8.5. Entretien des ruisseaux	28
5.9. ZONAGE	28
6. L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE	27
5. L'ELIMINATION DES DECHETS	30

La ville d'Evian a confié en 2006 à la société AICE l'élaboration d'un rapport de schéma directeur d'assainissement de la commune. Ce rapport a été établi en mai 2007 mais n'a pas été officialisé par une enquête publique.

La communauté de commune du Pays d'Evian (CCPE), qui regroupe les 15 communes situées dans le canton d'Évian-les-Bains ainsi que la commune de Marin, gère des compétences multiples dont l'assainissement collectif et autonome depuis 2005. La CCPE a décidé d'élaborer en 2009 son propre schéma directeur d'assainissement pour l'ensemble des 16 communes gérées.

Pour cela, la CCPE a confié en 2009 au groupement MONTMASSON / CIL / BAPTENDIER une mission d'acquisition de données préalable à la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement. Cette mission a donné lieu à un rapport de synthèse du fonctionnement de l'assainissement sur l'ensemble du territoire ainsi qu'à des plans par bassins versants et par communes recensant toutes les données existantes en matières d'assainissement (réseaux existants, projets, zonages, aptitude des sols...) et les contraintes du milieu recensées (captages d'eau potable, qualité des cours d'eau ...).

La communauté de communes a ensuite réalisé en 2010 une étude générale de l'assainissement afin de faire le point complet sur l'état des ouvrages existants, de définir les travaux à engager et de mettre à jour le zonage d'assainissement collectif et non collectif.

Cette étude a été confiée aux bureaux d'études suivants :

- Diagnostic des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration et réalisation des plans de récolement et leur intégration sous SIG (groupement G2C / COMA).
- Réalisation du **schéma directeur d'assainissement** groupement Cabinet MONTMASSON /CIL / E. BAPTENDIER

Le rapport final du schéma directeur d'assainissement a été remis en 2010 pour les 10 années à venir

Ce schéma directeur d'assainissement de la CCPE n'a pas été officialisé depuis.

Le présent document reprend, après mise à jour, les éléments du rapport final du schéma directeur d'assainissement réalisé par la CCPE pour ce qui concerne la commune d'Evian les Bains en ajoutant le volet eau pluviale qui est de la compétence communale.

1. PRESENTATION DU DEROULEMENT DE L'ETUDE PREALABLE AU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES.

La réunion de lancement de l'étude a eu lieu le 10 février 2010 en mairie de Neuvecelle en présence des représentants de la CCPE, des communes adhérentes, du Conseil Général de la Haute Savoie et les bureaux d'étude.

L'étude s'est déroulée en plusieurs phases :

1.1 PHASE 1 : MISE A JOUR DES DONNEES ET QUANTIFICATION DES BESOINS

1.2 PHASE 2 : ETUDE COMPARATIVE DES SCENARII

Le groupement de bureau d'études a procédé à :

- Une Étude comparative des scenarii d'assainissement collectif avec reconnaissances de terrains et intégration des études existantes
- Au chiffrage de ces scénarii de raccordement
- A l'analyse des réponses aux questionnaires d'enquête sur les dispositifs ANC
- Au démarrage de la campagne de sondages complémentaires
- L'étude des scenarii intercommunaux
- La poursuite des sondages complémentaires
- L'intégration des premiers résultats de l'étude diagnostic.

1.3 PHASE 3 : ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT

Cette dernière phase de l'étude avait pour objectifs :

- d'établir le schéma directeur des eaux usées de la CCPE sur la période 2011-2020
- de définir les Modalités de mise en œuvre du SPANC

Le schéma directeur d'assainissement a été entériné lors de la réunion du Conseil Communautaire du 13 décembre 2010.

Le conseil communautaire a également voté la mise en place d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) au niveau Intercommunal.

2. PRESENTATION DE L'ETAT EXISTANT

2.1 ANALYSE DES DONNEES

2.1.1. Urbanisme et développement

2.1.1.1. Le SCOT du Chablais

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC) a pris en janvier 2004 la décision de créer un SCOT pour l'ensemble du territoire du Chablais (62 communes).

L'objectif du SCOT est de définir les grandes orientations pour les 15 années à venir en matière de :

- logements, équipements et service
- protection de l'environnement
- développement économique
- accessibilité au territoire et transports
- prise en compte des lois littorale et montagne

A la suite d'une phase d'étude et de concertation qui s'est étalé sur plusieurs années, le projet de SCOT a été arrêté au 28 janvier 2010 et approuvé le 23 février 2012.

Toutes les communes devront donc établir des documents d'urbanisme qui respectent les orientations du SCOT

Voici quelques extraits du document d'orientations générales en matière de développement démographique :

Perspective d'évolution démographique :

*Sur la base de l'évolution démographique 1999-2006, le SCOT prévoit une évolution de la population constante jusqu'en 2020, voire 2030. Ainsi, si l'on applique le taux de croissance annuel de la période 1999-2006 pour la période qui suit jusqu'en 2020, on obtient une population totale prévisionnelle d'environ 153 000 habitants à l'échelle du Chablais. Soit environ 34 000 habitants supplémentaires pour l'ensemble du Chablais entre 2006 et 2020, **soit un taux de croissance de 1,8 %/an.***

Consommation de l'espace par type d'habitat :

Typologie	Nombre de logements minimum par hectare	Surface maximum consommée y compris infrastructures de desserte des logements
<i>Individuel</i>	10 logts/ha.	1 000 m²/logt
<i>Intermédiaire</i>	22 logts/ha.	450 m²/logt
<i>Petits collectifs</i>	65 logts/ha.	150 à 200 m²/logt
<i>Collectifs denses</i>	supérieur à 65 logts/ha.	inférieur à 150 m²/logt

2.1.1.2. Documents d'urbanisme communaux

Les perspectives de développement de la commune et les besoins en termes d'assainissement qui en découlent ont été pris en compte.

La ville d'Evian possède un POS valant PLU et procède à la révision de ce document. Le présent document en constitue l'une des annexes sanitaires.

La tendance de développement est le remplacement des villas par des collectifs.

La ville d'Evian compte, d'après les dernières données Insee 8632 habitants en 2013. Il s'agit, après Thonon-Les-Bains, de la commune la plus peuplée du Chablais, dont elle abrite environ 6.5 % de la population. La conurbation Evian, Publier, Thonon-Les-Bains, continuum urbain de l'Est lémanique, regroupe ainsi les trois principales communes en nombre d'habitants (38% de la population chablaisienne).

Le bassin de vie immédiat d'Evian, le Pays d'Evian, regroupe quant à lui 25 % des habitants du Chablais.

Le tableau suivant présente une synthèse de la population actuelle de la ville d'Evian ainsi qu'une estimation à l'échéance 2025 et qui correspond à la portée du présent schéma directeur d'assainissement.

Sont recensées dans ce tableau à la fois la population permanente et la population de pointe touristique, très importante pour le dimensionnement des ouvrages compte tenu du fort attrait touristique du territoire. Les données sont issues des chiffres que nous ont transmis les communes.

Ces données seront donc exploitées pour le dimensionnement des futurs ouvrages d'assainissement et la définition des orientations du schéma en fonction du diagnostic des ouvrages existants (en fonction de la réserve de capacité).

	Population 2013		Estimation échéance 2025	
	permanente	Pointe touristique	permanente	Pointe touristique
Commune d'Evian	8632	20 000	10 200	22 000

On constate plus d'un doublement de la population en période touristique.

2.1.2. Activités économiques et touristiques

2.1.2.1. Activités économiques

La commune d'Evian reste attractive en termes de choix résidentiel. Ainsi, le taux de vacance des logements à long terme ne cesse de décroître. Un solde migratoire positif démontre cette attractivité.

La qualité paysagère, les ressources naturelles et patrimoniales, la renommée d'Evian constituent un atout pour l'activité économique, d'ailleurs fortement orientée autour de l'activité touristique. L'hôtellerie a, par exemple, permis de créer 125 emplois en moins de vingt ans et, avec près de 500 salariés, cette activité est devenue le principal employeur dans le secteur privé. On peut supposer, cependant, que la saisonnalité inhérente au tourisme participe à une certaine précarité de l'emploi. Le taux de précarité (part des CDD dans les inscriptions à pôle emploi), quoique supérieur à la région et à la France, reste, malgré tout, en deçà du Chablais, région elle-même fortement marquée par l'activité touristique. Evian a connu en outre, au cours des dernières décennies, un véritable phénomène de désindustrialisation ; l'effectif salarié de l'industrie a été réduit de deux tiers depuis ces 20 dernières années et la commune a vu la fermeture de deux de ses trois principaux établissements. Une réflexion sur la reconversion de certains sites, notamment le site dit de l'«usine de la gare» (ancienne usine d'embouteillage) est en cours. Une réflexion plus générale sur la diversité du tissu économique, ses localisations, ses connectivités et complémentarités avec le reste du territoire ainsi que la Suisse voisine devra être initiée.

Cette réflexion devra sans doute intégrer les problématiques de desserte pénalisant Evian en terme économique.

Enfin, la commune bénéficie d'un nombre de commerces et d'équipements importants, et notamment d'un niveau satisfaisant de commerces de quotidien et de proximité (alimentaire, pharmacie, journaux...). Ces commerces représentent 30 % de l'ensemble de ce secteur. Mais, là encore, les problèmes de desserte du territoire peuvent pénaliser l'implantation de surfaces plus conséquentes.

Il existe sur la commune d'Evian plusieurs Installations Classées pour l'Environnement (ICPE)

Ces installations classées ont signé une convention avec la CCPE. Cette convention définit les modalités de rejets des effluents rejetés par ces établissements. La CCPE contrôle l'application de ces conventions.

Evian, par son tissu commercial et hôtelier, constitue un pôle touristique mais assure aussi une certaine centralité à l'échelle de son bassin de vie. Certains équipements structurants, comme notamment la gare et le débarcadère, jouent un rôle important, à l'échelle du pays d'Evian, notamment dans les trajets domicile-travail.

2.1.2.2. Activités agricoles

Aucune exploitation agricole n'a été recensée sur la commune d'Evian.

2.1.2.3. Activités touristiques

La ville d'Evian est une ville thermale réputée ce qui fait qu'elle voit sa population doubler pendant la période estivale, le nombre d'infrastructures permettant d'accueillir les habitants et les estivants est donc conséquent. Les types d'équipements que l'on retrouve sont donc des établissements culturels, distractifs, sportifs et bien sûr touristiques avec notamment :

- 700 chambres d'hôtels classées,
- 300 locations meublées saisonnières,
- 2 résidences de Tourisme,
- 1 centre International de Séjour,
- 1 Auberge de jeunesse et foyer de jeunes travailleurs.

2.1.3 Prise en compte des contraintes naturelles

Une pression forte est exercée par les outils en place sur le territoire (CRSOL, CIPEL) et la présence d'**impluviums** (eaux minérales d'Evian) sur la mise en œuvre des zonages d'assainissement : réseau de surveillance de la qualité des eaux superficielles et souterraines

Chaque cours d'eau important (Le Forchez pour Evian) a fait l'objet d'une étude de qualité selon une procédure spécifique (CRSOL, étude préalable SAGE sur Impluvium des eaux d'Evian, suivi départemental de la qualité des cours d'eau sur les Dranses)

Initiatives locales visant à limiter les intrants agricoles (APIEME, CRSOL) et les pollutions ponctuelles générées par les décharges et les industries

Le **contrat de rivières** sur les Dranse est en émergence.

Et enfin il convient de rappeler l'objectif de **bon état écologique des masses d'eau à l'horizon 2015** fixé par la directive cadre du 23 octobre 2000.

2.1.4. Contexte géologique et hydrogéologique

La présence d'un glacier würmien dans la dépression lémanique a bloqué latéralement les apports des torrents chablaisiens et en particulier de la Dranse. Il en a résulté la mise en place de 2 complexes détritiques puissants, l'un durant l'englaciation (Evian), l'autre durant la déglaciation (Thonon). La construction de ces édifices de marge glaciaire est examinée par étapes pour une meilleure compréhension des assemblages litho géométriques.

Les eaux souterraines contenues dans les milieux perméables présentent des caractéristiques hydrogéochimiques et bactériologiques propres à chacun des complexes, à leur mise en place et donc à leur hydrodynamique. Celui d'Evian se distingue particulièrement par le pouvoir élevé de filtration des sédiments sablo-graveleux qui le composent et par la protection naturelle exercée par le manteau morainique du Würm récent.

Entre le Lac Léman (372 m) et les Préalpes du Chablais (2 200 m) s'étend une zone allongée d'est en ouest, au relief adouci, que seule la Dranse entaille perpendiculairement. Sur sa rive droite se trouve le plateau de Gavot (ou de Vinzier) qui descend jusqu'au lac Léman à Evian. Sur sa rive gauche, s'étagent les terrasses de Thonon d'où émergent la colline des Allinges et le Mont de Boisy.

Les formations du substratum rocheux sont empilées en nappes de charriage (Gurnigel, Préalpes médianes, Brèche, ...) qui chevauchent vers le nord la molasse miocène autochtone du Bas Chablais. Ces terrains du substratum sont très largement ennoyés à leur terminaison septentrionale par des dépôts quaternaires meubles d'épaisseur pluri hectométrique, d'origine glaciaire et juxta-glaciaire. Ils ont été abondamment décrits dans la littérature scientifique.

Dans les formations quaternaires surgissent les venues d'eaux minérales renommées d'Evian et de Thonon.

Nous nous intéressons plus particulièrement au complexe déritique du plateau (Gavot, d'âge würmien, considéré par les auteurs (Blavoux, 1965, parmi les premiers) comme l'aquifère des eaux minérales d'Evian.

2.1.5. Géographie, géologie et hydrographie

2.1.5.1. Présentation

Déployé entre le massif du Chablais, les Préalpes et le plateau Vaudois au nord, le lac Léman est alimenté par les eaux du Rhône et de la Dranse. "Coupé" en son centre par la frontière franco-suisse, il couvre une superficie de 582 km², dont la majeure partie, environ 348 km² se situe dans l'ouest de la Suisse. Il est traversé par le Rhône d'est en ouest.

En forme de croissant, ce lac d'origine glaciaire mesure 70 km de long, pour une largeur variant entre 2,5 et 13 km environ.

Sa profondeur maximale est de 310 m. Il se trouve à 380 m au-dessus du niveau de la mer et il est constitué de 89 km³ d'eau. Le lac est cerné par les Alpes au nord et à l'est, par le Jura au nord et à l'ouest.

2.1.5.2. Géographie

Il est traditionnellement divisé en trois zones: le Petit-lac (partie la plus étroite, de Genève à Nyon); le Grand lac (toute la partie la plus large entre Lausanne et Evian) et le Haut-lac (la partie Vevey-Montreux-Bouveret- Thonon). C'est à Villeneuve qu'y entre le Rhône, qui draine à lui seul 18% des eaux suisses et qui apporte la majeure partie de l'eau du Léman. Le deuxième apport est la Dranse (côté France). Les autres fleuves ou rivières importants sont la Venoge, la Veveyse, ...

2.1.5.3. Géologie

Le lac Léman occupe une dépression qui résulte du surcreusement effectué par l'ancien glacier du Rhône dans une région où les roches, affectées par des mouvements tectoniques contemporains de la surrection alpine, offraient une moindre résistance. La profondeur du lac est actuellement de 310 m, mais les terrasses caillouteuses qui le bordent indiquent qu'il a connu, lors des périodes froides du Quaternaire, une plus grande extension.

2.1.6. Les zones remarquables

2.1.6.1. Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)

D'après la circulaire n°91-71 du 14 mai 1991, une Z.N.I.E.F.F. se définit par l'identification scientifique d'un secteur du territoire national particulièrement intéressant sur le plan écologique. L'ensemble de ces secteurs constitue ainsi l'inventaire des espaces naturels exceptionnels ou représentatifs.

La ville d'Evian est concernée par **une ZNIEFF de type 2 : Lac Léman (n° régional 7 401)**.

2.1.6.2. Natura 2000

La directive « Habitat » du 21 mai 1992 de la Commission Européenne a mis en place une politique de conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage afin d'assurer le maintien de la biodiversité sur le territoire européen. Les zones d'habitat d'intérêt européen

abritant les espèces énumérées dans les annexes de la directive doivent faire l'objet d'une protection et d'une gestion visant à maintenir des milieux propres au développement ou à la survie de ces espèces. Ces zones constituent un réseau écologique européen dénommé « Natura 2000 ».

Le plateau GAVOT (code FR 82017213) à proximité du territoire communal a été proposé par la France pour être désigné au titre de la Directive Européenne 92/43/CEE dite directive habitat.

2.1.6.3. Alimentation en eau potable et périmètres de protection

La ville d'Evian dispose de trois alimentations principales en eaux différentes :

- La source des Cornus à Bernex
- Les sources de Scionnex,
- La station de pompage et de traitement d'eau du lac de la Léchère.

La ville d'Evian est entièrement indépendante en production, mais dispose d'une possibilité de renforcement par achat à la commune de Saint-Paul-en-Chablais en cas de nécessité.

2.1.6.4. La source des Cornus

Située à Bernex au pied de la dent d'Oche, à 9km au Sud-Est de la ville, à 1 035 m d'altitude, la source des Cornus dispose d'un débit annuel de 750 000 m³.

Les périmètres de protection de la source des Cornus n'ont pas d'emprise sur le territoire communal d'Evian.

2.1.6.5. Les sources de Scionnex

Ces sources alimentent d'une part quelques maisons en gravitaire, mais également quelques maisons situées "au-dessus" par le biais d'une station de pompage.

Les périmètres de protection ont été établis par arrêté préfectoral. Des prescriptions sont attachées à chaque périmètre.

2.1.6.6. La station de pompage du lac Léman

Elle est équipée de 2 pompes de 200 m³/h et d'une crépine à 45 m de profondeur et 200 m du rivage. Les eaux sont traitées par filtration et ozonation. La production de cette station pourrait être amenée à 600 m³/h en ajoutant une troisième pompe (le génie civil et la conception générale de la station ont été prévus pour cela).

Les périmètres de protection du captage d'eau potable de la ville d'Evian sur le lac Léman ont fait l'objet de périmètres de protection établis par arrêté préfectoral. Des prescriptions sont attachées à chaque périmètre.

2.1.6.7. Eléments piscicoles

Les ruisseaux sur la commune d'Evian ont une forte pente, un faible débit moyen et sont canalisés sur certains tronçons notamment en milieu urbanisé. De ce fait ces ruisseaux n'ont aucune vocation piscicole.

2.1.7. Caractéristiques des cours d'eau

Le bassin versant lémanique est constitué au niveau du territoire communal de 10 sous bassins. Chacun d'entre eux est caractérisé par un ruisseau principal, qui lors d'épisodes pluvieux soutenus passe en régime torrentiel (urbanisation et pente importantes).

Les ruisseaux sont d'Ouest en Est :

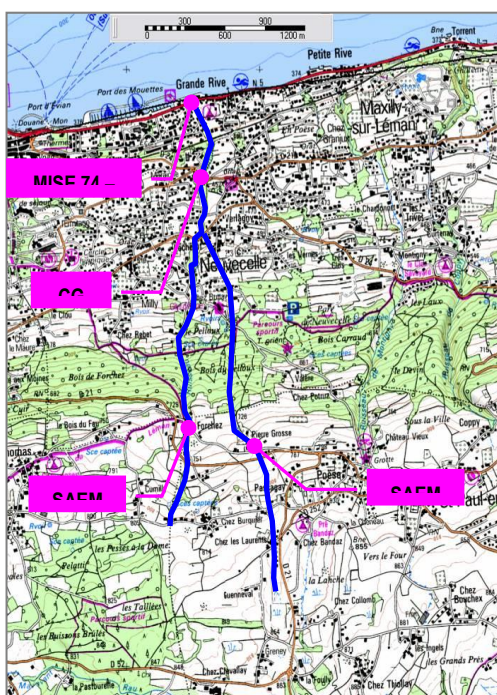
- La Léchère,
- Les Bocquies
- Grange Gallay
- La Détanche,
- Le Martelay
- Larringes,
- Bennevy,
- Nant d'Enfer,
- Les Chavannes,
- Des Grottes,
- l'Oustalet,
- Du Forchez.

Dans le cadre des prestations confiées à la société SAUR depuis 2010 portant sur la qualité de baignade et l'étude des sources potentielles de contamination, des prélèvements et analyses sont régulièrement effectués sur les ruisseaux et collecteurs d'eaux pluviales. Un rapport annuel sur la qualité de baignade et les sources potentielles de contamination est établi.

Plusieurs prélèvements sont effectués sous différentes classes de pluviométrie : 0, 5 et 15 mm de pluie. Des analyses pour les paramètres *Escherichia coli* et entérocoques intestinaux et algues ont été effectués.

La qualité des eaux analysées au niveau des ruisseaux ou du réseau pluvial est évaluée avec les mêmes seuils que ceux proposés par l'AFFSET pour l'eau de baignade.

2.1.7.1. Ruisseau du Forchez



Le ruisseau du Forchez a par ailleurs été l'objet d'analyse qualité précises effectués par la *MISE 74, la SAEME et le conseil général*.

Les données qualité qui ont pu être rassemblées sont présentées de manière synthétique ci-dessous

Les classes de qualité sont exprimées selon les grilles du Système d'Evaluation de la Qualité des eaux (SEQ-Eau) version 2 utilisée en Rhône Alpes. La grille privilégiée est celle dite « d'aptitude à la fonction biologique des cours d'eau ». Elles figurent en annexe 3.

Ce ruisseau prend sa source sur la commune de Neuvecelle et draine un bassin versant urbanisé. Il est en partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial et sans doute des branchements individuels en ANC (odeurs de lessive au niveau du ruisseau). Il présente une pollution avérée en temps sec et une suspicion de pollution en temps de forte pluie.

Les données qualité disponibles proviennent des suivis. A l'amont et à l'embouchure. Physico-chimie classique et hydrobiologie.

Les eaux du Forchez sont fraîches et bien oxygénées. Elles sont minéralisées avec une conductivité comprise entre 500 et 600 $\mu\text{S}/\text{cm}$.

Le pH est nettement alcalin, avec des valeurs comprises entre 8,15 et 8,6.

On note des valeurs élevées de chlorures dans l'affluent du Forchez venant de Pierre Grosse.

Les paramètres de pollution mesurés à l'embouchure ne traduisent pas de situation alarmante. On notera toutefois un niveau non neutre des paramètres de l'azote (nitrites et nitrates) et du phosphore. Pour ce dernier, le suivi réalisé à Forchez par la SAEME sur le paramètre phosphates, montre des pointes fréquentes de dépassement de 0,5 mg/l qui correspond au seuil de la classe de qualité verte (limite du bon état au sens de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau). Les valeurs mesurées à Pierre Grosse (affluent) restent inférieures à ce seuil.

Dans le cadre du suivi du CG74, la qualité de synthèse des 2 campagnes de mesures 2004 et 2005, retenue par altération pour qualifier le Forchez, est la suivante (SEQ-Eau version 2, grille aptitude à la biologie):

Altérations	Classe de qualité paramètres déclassant	Légende des classes de qualité
Matières organiques et oxydables		Très bonne
Matières azotées	NO ₂	Bonne
Nitrates	NO ₃	Moyenne
Matières phosphorées		Médiocre
Effets des proliférations végétales		Mauvaise
Particules en suspension		
Température		
Acidification	pH	

Une campagne de prélèvements hydrobiologiques a été réalisée en septembre 2004. La qualité exprimée selon la grille utilisée sur le bassin RMC, place le Forchez à Neuvecelle en classe de qualité médiocre. La note IBGN obtenue est de 8/20. Parmi les éléments la composant on remarque une variété taxonomique moyenne, et surtout un groupe indicateur peu sensible. On remarque surtout l'absence des taxons les plus sensibles à la pollution malgré des conditions

d'accueil a priori favorables et l'abondance de taxons ubiquistes voire inféodés à la matière organique.

Forchez	21/09/2004
IBGN (/20)	8
Groupe indicateur (/9)	4 Rhyacophilidae
Variété faunistique	14
Classe qualité	Médiocre

Le ruisseau du FORCHEZ présente une **Qualité altérée** sur le plan hydrobiologique.

2.1.7.2. Ruisseau de la Léchère

Ce ruisseau marque la limite entre Évian et Publier. Il draine un bassin versant de petite taille, surtout caractérisé par la présence du golf. Il est en partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial. Les analyses réalisées ne montrent aucune contamination du cours d'eau quelle que soit la pluviométrie.

2.1.7.3. Ruisseau des Bocquies

Le ruisseau des Bocquies couvre un petit bassin couvrant une surface composée de tissu urbain. Il est en partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial. Il y a une présomption de contamination même par temps sec, qui est renforcé par temps de faible et de forte pluie. L'amont du ruisseau vers la rue des marronniers présente toujours une concentration bactérienne supérieure aux seuils limite, il est donc possible qu'il y ait un effluent diluant la concentration ou apportant un rejet bactéricide.

2.1.7.4. Ruisseau de Grange-Gallay

L'exutoire de ce ruisseau aboutit directement sur la plage du parc Dollfuss, ce cours d'eau est donc le plus susceptible d'impacter la qualité de l'eau de baignade. Ce ruisseau prend sa source dans la commune de Publier. Il est en partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial. Deux points de prélèvement peuvent être considérés comme pollués en permanence.

En aval de Grange Gallay, la concentration en *E.Coli* augmente entre la fin du cimetière et le parc Dollfuss. Cette partie étant canalisée, d'autres apports d'eaux polluées viennent dégrader la qualité de l'eau.

En amont du golf où le ruisseau est aérien, les analyses mettent en évidence une pollution avérée provenant de la canalisation située au-dessus de ce point de prélèvement.

2.1.7.5. Ruisseau de la Détanche

Ce cours d'eau arrive au lac à proximité de la plage du parc Dollfuss. Le bassin versant associé est composé de territoires artificialisés, agricoles et forestiers. Il est en partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial. Les analyses à son exutoire indiquent une contamination avérée de l'eau. L'origine de cette pollution peut être multifactorielle, mais semble en partie provenir de son bras

ouest, dans le quartier de Chez Bavoux. La cause pourrait être due à un mauvais raccord du réseau d'assainissement ou à un mauvais usage de ruisseau par des particuliers. Il est à signaler que la conduite menant au lac semble contenir des déchets, qui peuvent être susceptible d'amener une contamination.

2.1.7.6. Ruisseau du « Martelay »

Ce cours d'eau draine un bassin versant urbain. Il est en majeure partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial. Le ressuyage des chaussées par forte pluie entraîne une faible contamination de ses eaux. Par temps sec et de faible pluie, l'eau est de bonne qualité

2.1.7.7. Ruisseau de Larringes

Ce ruisseau couvre un bassin versant composé de tissu urbain. Il est en majeure partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial. Pour des faibles pluies, il ne présente pas de pollution à son exutoire. En revanche, par forte pluie, il présente une contamination avérée.

2.1.7.8. Ruisseau du Bennevy

Le bassin versant de ce ruisseau est composé de territoires urbanisés. Il est en majeure partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial. De l'eau usée provenant d'immeubles se déversait dans ce ruisseau suite à une inversion de branchement. Des travaux de modification de branchement ont été réalisés en juillet 2012 suite aux demandes des services municipaux et de la CCPE. Les contrôles ultérieurs ont montré la pertinence des travaux, puisque l'eau pluviale était de très bonne qualité.

2.1.7.9. Ruisseau du Nant d'Enfer

Il prend source dans la commune de Larringes et couvre un bassin versant composé de territoires urbains, agricoles et forestiers. Il est en partie canalisé et reçoit des eaux du réseau pluvial. Quel que soit la pluviométrie, son eau présente une contamination avérée. Cela peut en partie s'expliquer par la présence d'une arrivée d'eau usée située dans la ruelle du Nant d'Enfer. Le déversoir d'orage « Mairie » se déverse dans ce cours d'eau.

Les exutoires des ruisseaux et d'eaux pluviales sont susceptibles d'impacter la qualité de l'eau de baignade. Cela est accentué, lors d'évènements pluvieux, car les eaux de ruissellement se chargent des matières polluantes accumulées par temps sec sur les chaussées. Il est à préciser qu'un prélèvement le 03/09/2010 à ce niveau présentait une contamination avérée par temps sec. Le déversoir d'orage n'en est pas la cause, cela pouvait être dû à la présence de déchets dans le ruisseau en amont du point de prélèvement.

2.2. ETAT DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le réseau d'eau usée qui dessert la commune est raccordé à la STEP de Thonon.

Station d'épuration :

La station d'épuration intercommunale est gérée par le Syndicat d'Épuration des Régions de Thonon et Evian.

Cette station a été mise aux normes en 2006-2007 et permet de traiter une charge de pollution équivalente à **140 000 équivalents habitants**. Elle est de type **biologique** et équipée d'un traitement physico-chimique qui permet d'éliminer le phosphore, conformément aux exigences de la Commission Internationale pour la Protection des Eaux du Léman (CIPEL). Les eaux épurées sont injectées dans le **Léman** par l'intermédiaire d'un diffuseur

Réseau de desserte :

Le réseau principal d'assainissement collectif se développe en bordure du Lac Léman de Thonon les Bains à Lugrin, sur lequel viennent se raccorder les communes riveraines ainsi que certaines communes du Pays de Gavot. Le réseau compte **226 km** de collecteurs d'eaux usées **13 postes de refoulement**.

A noter des problèmes de débordements au niveau des déversoirs d'orage, liés à la présence d'eaux parasites sur le collecteur intercommunal sur les Quais d'Evian et sur le collecteur Avenue d'Evian et quai Paul Léger.

Zones desservies :

99,9 % des habitations d'Evian sont actuellement raccordées à l'assainissement collectif.

2.3. ETAT DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Il existe actuellement 18 habitations à la connaissance de la communauté de communes qui ne sont pas raccordées en 2014 au réseau d'assainissement collectif. Sur ces 18 habitations toutes sont raccordables. Il est demandé aux propriétaires de 15 habitations de se raccorder au réseau collectif. La communauté de communes autorise 3 habitations à rester en assainissement non collectif pour des questions économiques.

Ces habitations sont les suivantes :

- 80 avenue de Gavot, parcelle : AT 460 : L'habitation utilisée en résidence secondaire est située en contrebas de la route de la Corniche qui n'est pas équipée de conduite EU. Le raccordement pourrait s'effectuer en contrebas sur le collecteur EU route de Forclan en traversant 2 propriétés privées mais les propriétaires sont opposés à ce raccordement.
- 111 route de la Corniche parcelle : AR 128 : L'habitation est située 15m en contrebas du collecteur EU route de la Corniche. Le coût du raccordement serait important. L'habitation est équipée d'un assainissement non collectif aux normes et contrôlé par la communauté de communes.
- 18 route des Tours parcelle AP 29 : Il s'agit d'une très grande propriété entourée de collecteur EU. L'habitation étant au centre de la propriété la longueur de raccordement est importante et le coût des travaux également. L'urbanisation future de ce secteur permettra de desservir cette habitation.

A l'exception de ces 3 habitations qui resteraient en assainissement non collectif à moyen terme, l'ensemble des habitations d'Evian sera raccordé à court terme à l'assainissement collectif.

Les installations d'ANC de ces 3 habitations sont conformes et contrôlées régulièrement par le SPANC mis en place par la CCPE.

Pour les autres habitations pouvant être raccordées la CCPE a demandé aux les propriétaires de se raccorder sur le réseau collectif. Des courriers ont été adressés par la CCPE aux propriétaires concernés. La CCPE suit ce dossier et veille à la bonne réalisation des travaux.

L'ensemble de la commune d'Evian est classé en assainissement collectif du fait de l'inaptitude globale des sols pour recevoir un assainissement non collectif (faible perméabilité, saturation en eau, fortes pentes des terrains) et du fait de la nécessité de protéger la nappe des eaux minérales d'Evian.

2.4. SYNTHESE DES BESOINS DE LA COMMUNE

La commune a affirmé sa volonté d'avoir un zonage d'assainissement collectif couvrant la totalité de la commune

Les besoins de la commune sont :

- Entretien et rénover le réseau actuel.
- Développer le réseau de desserte en assainissement collectif en fonction de l'urbanisation
- Saisir les relevés du réseau et des ouvrages d'eaux pluviales sur le SIG. Les plans doivent être de classe A au sens de la réglementation anti endommagement des réseaux. Améliorer la connaissance qualitative des réseaux. Poursuivre les investigations par caméras.
- Etablir une programmation pluriannuelle de rénovation des réseaux en coordination avec l'ensemble de travaux VRD sur la commune.

3. ETUDE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

3.1. DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS EXISTANTES

La CCPE a adressé à chaque habitant ou gestionnaires dont le mode d'assainissement était méconnu un questionnaire permettant de dresser un diagnostic sommaire de l'assainissement autonome. Les informations ont été vérifiées sur le terrain.

La première question portait sur la nature de leur assainissement : autonome ou raccordé à un réseau. Pour ceux qui ne sont pas raccordés à un réseau public ou privé d'assainissement, les thèmes abordés sont les suivants :

- La date de construction de l'habitat concerné,
- le type (logements collectifs, individuel ou industriel) et la durée d'occupation ;
- la situation géographique des dispositifs d'assainissement sur la parcelle par rapport aux habitations, aux limites de propriété, aux arbres ;
- la nature, le fonctionnement et l'état des dispositifs d'assainissement autonome en place ;
- le lieu du rejet des eaux usées et des eaux pluviales.

3.2 APTITUDE DES MILIEUX

Pour assurer le traitement des eaux usées par des dispositifs d'assainissement non collectif, il est nécessaire de considérer :

- **les possibilités d'infiltration des sols**, c'est à dire l'aptitude des sols à l'assainissement,
- **l'aptitude des ruisseaux** à recevoir les eaux usées issues de dispositifs de traitements d'assainissement.

En cas d'inaptitude des sols à l'infiltration des eaux, les ruisseaux constituent la seule alternative pour permettre la mise en place de l'assainissement non collectif.

3.2.1. L'aptitude des sols pour l'assainissement non collectif

La réalisation du type d'assainissement et de son implantation est soumise à différentes contraintes.

3.2.1.1. Perméabilité du sol

La limite de la perméabilité des terrains pour la réalisation de système d'infiltration des eaux est de 10 mm/h, selon la législation.

3.2.1.2. Saturation en eau

La présence d'eau dans le sol rend impossible l'infiltration de l'eau. Les taches d'oxydo-réduction sont des indices de présence temporaire d'eau et témoignent de la difficulté qu'elle rencontre pour s'écouler.

3.2.1.3. Le substratum rocheux

Le substratum rocheux, lorsqu'il est proche de la surface du sol, rend difficile l'assainissement. Cette contrainte n'apparaît pas sur la commune dans les secteurs urbanisés ou urbanisables.

3.2.1.4. Pente

Au-delà d'une pente supérieure à 15 - 20%, ce facteur constitue un élément contraignant pour la mise en œuvre de l'assainissement individuel (risque de résurgences, ou de désordres géotechniques).

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été réalisée à partir de la synthèse des données existantes. Elle a été complétée par de nouveaux sondages parcellaires. Cette carte ne prend en compte que les secteurs urbanisés et urbanisables de la commune non raccordés au réseau d'assainissement collectif.

L'aptitude des sols à traiter et/ou à évacuer les eaux usées traitées, est déterminée à partir de l'intégration des différents critères définis précédemment et peut être résumée dans le tableau suivant :

3.2.2. L'aptitude des ruisseaux

Les ruisseaux ont une forte pente, un faible débit et se rejettent directement dans le lac. De ce fait, ces ruisseaux n'ont aucune capacité d'auto épuration et ne peuvent recevoir des eaux usées.

Synthèse

Critères		Favorable	Moyennement Favorable	Défavorable
Pente	< 15 %	X		
	> 15 %			X
Perméabilité	> 500 mm/h		X	
	> 15 mm/h et < 500 mm/h	X		
	< 15 mm/h et > 10 mm/h		X	
	< 10 mm/h			X
Saturation en eau	> 2 m	X		
	< 2 m et > 1,50 m		X	
	< 1,50 m			X
Roche imperméable ou fissurée	> 2 m	X		
	< 2 m et > 0,50 m		X	
	< 0,50 m			X

Tableau 1 : Critères définissant l'aptitude des sols à l'infiltration des eaux usées traitées

Un terrain sera déclaré :

- **apte si tous les critères sont favorables ;**
- **moyennement apte pour 1 critère moyennement favorable (aucun critère défavorable) ;**
- **inapte à partir d'un critère défavorable.**

Dans le cas d'une inaptitude à l'infiltration des eaux, le rejet des eaux traitées, dans les eaux superficielles, peut être envisagé sous réserve de la capacité suffisante du milieu récepteur.

Les terrains de la commune d'Evian présentent souvent de fortes pentes, une saturation en eau, une faible perméabilité et sont globalement inapte selon les critères décrits ci-dessus pour un assainissement autonome. De plus une grande partie de la commune est en habitat urbain dense ou moyennement dense. Les périmètres de protection de la prise d'eau au lac de la Station de la Léchère, des sources de Scionnex et de l'impluvium d'Evian sont à respecter. La qualité de l'eau du lac est à préserver et à améliorer.

Pour ces motifs le choix d'un assainissement collectif a été retenu pour l'ensemble de la commune.

4. ELABORATION DU SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

4.1. RAPPEL DES OBJECTIFS ET EXIGENCES REGLEMENTAIRES

L'objectif principal du schéma directeur est de définir les solutions techniques les plus adaptées destinées à la gestion des eaux usées, débouchant *in fine* sur :

- Un programme d'assainissement collectif assorti d'un échancier économique
- Un zonage d'assainissement collectif sur le territoire communal.

Le schéma directeur doit donc donner les orientations nécessaires visant à maintenir et vérifier l'efficacité de la collecte et du traitement des eaux usées et respectant les objectifs généraux suivants :

- Vérifier le respect de la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines du 21 mai 1991,
- Préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines,
- Atteindre les objectifs de bon état écologique des masses d'eau de la directive cadre du 23 octobre 2000,
- Répondre aux besoins de développement
- Améliorer et/ou réhabiliter les réseaux et ouvrages existants

4.2. PROGRAMMATION DES TRAVAUX

4.2.1 Principe retenu

Les principes retenus pour l'élaboration du programme de travaux répondent aux objectifs suivants :

Réduction des flux de pollution rejetée :

Desserte des secteurs à fort potentiel d'urbanisation
Pollution « industrielle » et assimilée
Mise en séparatif des réseaux

Amélioration technique des ouvrages (travaux de réhabilitation) :

Hiérarchisation suivant résultats du diagnostic
Réduction des quantités d'eaux parasites
Amélioration des stations d'épuration
Conformité réglementaire (auto surveillance)
Etudes complémentaires (exfiltration collecteur intercommunal à confirmer)

Contraintes réglementaires : arrêté du 22 juin 2007 (au-delà de 20EH et plus) fixant les prescriptions relatives

A l'auto surveillance obligatoire des réseaux et stations
Aux performances minimales des stations d'épuration

Critères environnementaux

Aptitude des milieux récepteurs
Aptitudes des sols à l'ANC
Protection des captages
Protection des milieux récepteurs (cours d'eau, « impluvium »)
Respect du Bon état écologique (traitement de l'azote) et classement en zone sensible du Léman (traitement du phosphore)

Critères financiers

Montant des travaux

4.2.2 Etudes et travaux réalisés par la CCPE à ce jour

- Diagnostic des réseaux existants
- Auto-surveillance des réseaux
- Système de Gestion centralisée
- Création de points de mesure complémentaires
- Réhabilitation de réseaux
- Remplacement de collecteurs anciens existants
- Travaux sans tranchée: manchettes de réparations, chemisage
- Rénovation des réseaux en coordination avec les travaux VRD de la commune.

Dans le cadre du schéma directeur d'assainissement communautaire validé en 2010, les travaux suivants ont été réalisés :

- Extension du réseau secteur la Serraz
- Extension secteur du bois du feu
- Réhabilitation chemin de la guinguette
- Réhabilitation avenue du Général Dupas
- Réhabilitation avenue de Neuvecelle
- Réhabilitation avenue des Grottes et Acacias
- Réhabilitation ruelle du griffon Cachat
- Réhabilitation route de l'horloge
- Réhabilitation route du golf
- Point noir de la ruelle de l'église
- Rue Folliet et rue du Théâtre
- Suppression des mauvais raccordements suite aux contrôles
- Investigations sur collecteur intercommunal (exfiltration) :
- Inspections vidéo complémentaires et travaux induits.

4.2.3 Programme de travaux d'eaux usées de la CCPE pour la commune d'Evian.

La CCPE poursuivra son action de réhabilitation de réseaux anciens en coordination avec les travaux de voirie et réseaux réalisés par la ville, concessionnaires et services.

En 2015, les travaux suivants sont prévus : rénovation des réseaux EU. Avenue des grottes sur 225 m.

5. LES EAUX PLUVIALES

5.1. PROBLEMATIQUES - ENJEUX

Le rejet des eaux pluviales représente une cause de pollution importante des milieux naturels et notamment des cours d'eau et du lac Léman. Durant les épisodes pluvieux, l'eau de pluie se charge d'impuretés, principalement par ruissellement au contact des résidus déposés sur les toits et les chaussées (huiles de vidange, carburants, résidus de pneus et métaux lourds...). L'extension des zones urbanisées augmente les surfaces imperméabilisées (constructions, voirie, aires de stationnement, etc.). Elle accroît ainsi la vitesse de ruissellement des eaux, la saturation

des réseaux et le risque d'inondation par un engorgement du réseau d'évacuation des eaux pluviales pouvant accentuer les phénomènes de crue. En outre, dans le cas d'un réseau d'assainissement unitaire, les eaux pluviales et usées domestiques sont acheminées vers un même collecteur.

En cas de fortes précipitations, cela induit de plus gros volumes à traiter, voire un déversement de ce mélange pollué dans le milieu naturel en cas de saturation des installations d'épuration.

Deux enjeux majeurs sont donc liés aux eaux pluviales : la qualité des milieux récepteurs (pollutions bactériennes et liées aux micropolluants) et la gestion des volumes importants d'eaux pluviales (prévention des risques liés aux inondations, limitation des crues liées au ruissellement pluvial, des phénomènes d'érosion ainsi que des débordements de réseaux).

5.2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Pour la maîtrise du ruissellement et de l'écoulement des eaux pluviales, la loi 92-3 du 3 janvier 1992 article 35 III impose aux communes de délimiter après enquête publique :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales lorsque la pollution qu'elles apportent nuit gravement au milieu naturel.

Le zonage d'assainissement pluvial,

Le code général des collectivités territoriales (CGCT, voir ci-contre) impose aux communes la réalisation d'un zonage d'assainissement pluvial, annexé au PLU.

Ce document consiste à définir les équipements d'assainissement pluvial de la collectivité pour l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser voire pour certains secteurs en milieu rural (hameaux qui posent des difficultés, serres, équipements...). Le zonage doit permettre de gérer le ruissellement et de prévenir la dégradation des milieux aquatiques due à de fortes précipitations.

Définir des objectifs de gestion et diagnostiquer le réseau pluvial

Une étude de zonage d'assainissement pluvial aborde deux points. Elle réalise le diagnostic du réseau existant, d'un point de vue quantitatif et qualitatif (relevé de réseau, modélisation de son fonctionnement). Elle fixe les objectifs à atteindre pour la gestion des eaux pluviales intégrant les contraintes globales (à l'échelle du bassin versant) et locales (topographie, géologie, etc.).

Le zonage d'assainissement pluvial reflète ainsi l'aboutissement et la formalisation réglementaire d'une étude du réseau d'assainissement pluvial. Il peut résulter d'une étude sans identification d'enjeux de développement et sans prise en compte du projet urbain porté par la collectivité, par exemple.

Le contenu du zonage

Le zonage d'assainissement pluvial comprend une carte des zones sensibles, le plan lui-même ainsi qu'une notice indiquant l'adaptation du règlement au contexte. Il ne planifie pas de travaux à réaliser sur le réseau.

La maîtrise du ruissellement des eaux pluviales, ainsi que celle de leur qualité passe par des règles d'urbanisme. Elles sont fondées sur le "droit à rejeter" en fonction de l'apport des surfaces actives des zones urbanisées.

Les décrets d'application de la loi sur l'eau de 1992, en date du 29 Mars 1993, instituent une procédure de déclaration pour un rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles pour une

superficie desservie de 1 à 20 hectares. Au-delà, le projet dépend du régime de l'autorisation. Dans les deux cas, les ouvrages seront exploitables uniquement après réalisation d'une notice d'incidence fondée sur une étude d'impact.

Pour la collecte en réseau des eaux de pluie, aucun traitement n'est imposé, et celle-ci n'est pas obligatoire si son intérêt général n'est pas démontré.

Selon le Code Civil (article 641), « les eaux pluviales appartiennent au propriétaire du terrain qui les reçoit ».

Enfin, chaque commune est tenue de posséder et d'entretenir un système d'approvisionnement en eau indépendant du réseau d'adduction pour lutter contre les incendies. Un bassin de stockage restitution peut jouer ce rôle (Circulaire interministérielle du 10 décembre 1951).

Les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et d'étanchéité. Il est interdit notamment d'y jeter détritiques et autres immondices.

L'évacuation des eaux pluviales doit pouvoir être assurée en permanence. Les pouvoirs généraux du maire en matière de salubrité ou de lutte contre la pollution peuvent s'appliquer aux eaux pluviales. Mais, il ne peut imposer un système d'évacuation plutôt qu'un autre, dès lors que l'un et l'autre sont autorisés par les règlements généraux (le règlement d'assainissement communal ou le PLU) sur les zones tendant à assurer la maîtrise de l'écoulement.

Taxe « eaux pluviales »

La gestion des eaux pluviales et de ruissellement relève du budget général de la commune financé par le contribuable local (et non pas du budget spécifique de l'eau et de l'assainissement). La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 ouvre la voie à une taxation possible des surfaces imperméabilisées destinée à couvrir les frais d'études et de travaux liés à la gestion des eaux pluviales. Il est ainsi possible d'établir une taxe pour les opérations conduisant à l'imperméabilisation à partir d'un certain seuil de surface.

Cartographie obligatoire du réseau d'eaux pluviales

La mise en œuvre de la réforme de prévention des endommagements de réseaux (votée dans le cadre de la loi Grenelle 2) impose aux communes d'inventorier et de cartographier précisément les réseaux dont elles ont la gestion. Cette obligation touche notamment le réseau d'eaux pluviales. L'objet de cette réforme est de parer aux accidents liés au creusement de tranchées sur le domaine public.

Périmètres de protection

Périmètres de protection du pompage de « La Léchère »

L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2013 institue les périmètres de protection du pompage de « La Léchère » et les prescriptions qui s'y rattachent ainsi que les travaux de protection à réaliser.

Contrôle tous les 5 ans de la crépine ainsi que de la colonne d'exhaure
Mise en conformité des stockages d'hydrocarbures et autres produits toxiques y compris les cuves à fuel domestiques
Contrôle régulier des réseaux d'assainissement
Contrôle des branchements d'eaux usées et pluviales
Vidange régulière des séparateurs à hydrocarbures

Périmètres de protection des sources de Scionnex

L'arrêté préfectoral du 19 novembre 1987 30 décembre 2013 institue les périmètres de protection des sources de scionnex et les prescriptions qui s'y rattachent.

Projet urbain partenarial

Le projet urbain partenarial (PUP), créé par l'article 43 de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009, est une nouvelle forme de participation au financement des équipements publics. Il est transcrit aux articles L.332-11-3 et L. 332-11-4 du code de l'urbanisme.

Ce nouveau dispositif est un outil financier plus souple que le PAE qui permet, en dehors d'une ZAC, l'apport de participations à des équipements publics rendus nécessaires par une opération déconstruction ou d'aménagement. Le PUP repose sur une initiative privée pour réaliser une opération privée qui peut cependant avoir un enjeu et un intérêt communal. Il ne s'apparente en rien à une concession d'aménagement et ne nécessite donc pas une mise en concurrence préalable.

Ce dispositif est d'application immédiate.

Le PUP permet de faire financer par des personnes privées des équipements publics rendus nécessaires par des opérations d'aménagement ou de construction ponctuelles.

La participation PUP nécessite donc un lien direct entre la réalisation de ces équipements et l'opération d'aménagement ou de construction envisagée. Son montant est proportionné à l'usage qui en sera retiré par les usagers et futurs habitants.

L'extension éventuelle des réseaux d'assainissement d'eaux usées ou pluviales peuvent s'inscrire dans ce cadre.

5.3. ETUDES EFFECTUEES

De nombreuses études d'eaux pluviales ont été réalisées sur les ruisseaux et collecteur de la commune notamment :

- Etude hydraulique d'écoulement des eaux pluviales sur l'ensemble d'Evian – cabinet DAVID 1994
- Etude Hydraulique d'eaux pluviales du bassin du Bennevay Hydrétudes 1995
- Etude du bassin versant du ruisseau des Chavannes – diagnostic des ouvrages – schéma directeur d'assainissement – hydrétudes 1997
- Etude du bassin versant des Verdannes – schéma directeur d'assainissement – hydrétudes 1999
- Etude du bassin versant du Bennevay – schéma directeur d'assainissement – hydrétudes 2002
- Projet d'extension du périmètre de protection de la Source Cachat à Evian. société des eaux minérales d'Evian. 2006
- Etude hydraulique des secteurs de Chonnay, Scionnex, Bois de Cuir et de L'X. cabinet Montmasson 2010

Ces études ont permis d'identifier les zones sensibles et de définir les travaux à réaliser pour réduire les risques d'inondations et s'adapter à l'urbanisation.

5.4. TRAVAUX REALISES

De nombreux travaux ont été réalisés depuis 1997:

- Création de collecteurs d'eaux pluviales avenue des Vallées, avenue de Larringes, avenue de Thony,
- Création d'un bassin de rétention de 1200 m3 aux Verdannes, création de déversoirs dissipateurs d'énergie.
- Confortement des berges des ruisseaux des Verdannes.
- Renforcement, rénovation ou extension de collecteurs et ouvrages et notamment :
 - impasse du Fuligule
 - avenue des Grottes
 - ruelle des Grottes
 - rue Nationale

avenue de la Gare
 route de baisinges
 chemin de chez Roch
 bd du Clou
 route de Saint Thomas
 rue Folliet
 rue du Théâtre
 rue de Clermont
 place de la Libération
 rue de la source des Cordeliers
 impasse du Clou
 impasse du Martelay
 rue de l'Aviron
 protection des têtes de réseau par la mise en place de grille
 Amélioration du profil hydraulique d'ouvrages
 Mise en place de décanteur/dessableur,
 Traitement spécifique des zones présentant des dysfonctionnements (inondations, débordements)

Le service voirie est chargé d'effectuer l'entretien des réseaux d'eau pluviale communaux et des ruisseaux le long des propriétés communales.

Il est équipé d'un camion hydrocureur. Les regards à grilles sont régulièrement curés ainsi que les collecteurs et rejets au lac et bassins de décantation des cailloux et sables.

Lorsque le niveau du lac est bas, les années bissextiles, un entretien accru est effectué.

Le service voirie répare ou remplace les regards abimés, cure les fossés,

Il contrôle la conformité des branchements d'eaux pluviales et d'eaux usées en liaison avec la communauté de communes.

Il gère les pollutions rencontrés et œuvre pour les supprimer.

Un entretien structuré et régulier des ouvrages est effectué:

- Curage régulier des collecteurs, bassins de décantation, regards à grilles séparateurs à hydrocarbures à l'aide de camion hydrocureur.
- Réparation ou remise à niveau des regards et tampons.
- Réparation des fuites constatées
- Réparation d'ouvrages endommagés
- Inspection vidéo des canalisations
- Elimination des inversions de branchement,
- Entretien des fossés rus et ruisseaux à ciel ouvert,
- Contrôle des rejets polluants, analyses d'eaux des ruisseaux et du lac.

La direction VRD assure la gestion des études et travaux à réaliser sur les réseaux d'eaux pluviales et ruisseaux.

5.5. RETENTION D'EAU PLUVIALE A LA PARCELLE

Toutes les dispositions sont prises pour limiter et étaler dans le temps les rejets des eaux pluviales hors des propriétés.

Afin d'éviter les concentrations des rejets des eaux de ruissellement dans les collecteurs et ruisseaux en cas de pluies et d'étaler ces rejets dans le temps pour éviter les risques d'inondations, il a été institué sur le territoire communal pour les opérations de construction les règles suivantes :

Une limitation progressive du débit de rejet d'eau pluviale est imposée en fonction de la surface imperméabilisée du terrain au-delà de 200 m². Une villa moyenne dont la surface imperméabilisée est inférieure à 200 m² n'est ainsi pas concernée.

Les débits maximum de rejet d'eaux pluviales autorisés dans les réseaux et ruisseaux ont été calculés en fonction de la surface imperméabilisée du terrain sur la base d'une pluie de fréquence décennale selon la méthode de l'instruction technique interministérielle appliquée à notre région. Ces débits maximaux ont été calculés afin de ne pas accroître les risques d'inondation du fait des nouvelles constructions.

Le choix des procédés techniques de rétention et de régulation est laissé au choix du demandeur du permis à condition qu'ils soient efficaces et contrôlables.

Des dérogations à titre exceptionnel peuvent être accordées lorsque le terrain ne permet pas la création d'un bassin de rétention notamment en centre-ville sur des terrains déjà construits.

Ces mesures ont été l'objet d'une délibération du conseil municipal du 31 janvier 2011.

5.6. INERTAGE DES CUVES A MAZOUT

Par délibérations des 15 septembre 2003 et 12 janvier 2004, le conseil municipal a accepté d'apporter une subvention pour le dégazage et la neutralisation des cuves à mazout et l'achat d'une cuve aérienne dans le cadre de l'opération « cuve à mazout » lancée par l'APIEME.

Le financement des travaux est réparti de la façon suivante :

- 1/3 par la commune
- 1/3 par l'APIEME
- 1/3 par le demandeur.

Les seuils limites suivants de subvention de la ville ont été établis :

- 400 € pour le dégazage et la neutralisation
- 800 € pour le dégazage, la neutralisation et l'achat d'une cuve aérienne

La subvention de la ville est attribuée après achèvement des travaux et constat de leur conformité par les services techniques municipaux.

Cette opération permet de diminuer progressivement le nombre de cuve non inerte sur la commune

5.7. DIAGNOSTIC

Il existe une assez bonne couverture dans l'ensemble du territoire communal et de toutes les zones urbanisables par les ruisseaux (secteurs à ciel ouvert) et sous la voirie existante (canalisations).

Cependant certains tronçons de voies ne sont pas équipés de collecteurs d'eaux pluviales du fait de la topographie du terrain ou de l'historique.

Il s'agit notamment des voies suivantes :

- Route des Certes
- Route de Saint Thomas
- RD 11
- Avenue de la Dent d'Oche
- Bd des Bocquies

Lors d'épisodes pluvieux soutenus les ruisseaux de la commune passent en régime torrentiel du fait des pentes importantes.

La mise en charge des ruisseaux induit des problèmes environnementaux :

- Apport d'éléments polluants au lac par ruissellement,
- Risques de pollution de l'aquifère renfermant les eaux minérales d'Evian.

Les zones urbanisables non desservies par une voie communale et non traversées par un ruisseau descendant au lac, c'est-à-dire les cœurs « d'îlots », relèvent soit de réseaux privés, soit ne sont pas équipées et nécessitent de la part de tout constructeur la réalisation d'une canalisation privée pour rejoindre le réseau public (désenclavement de terrains non desservis par une voie communale).

Globalement, on peut noter d'une part des problèmes liés au développement de secteurs jusqu'alors non urbanisés ou bien au réaménagement d'anciennes canalisations (Nant d'Enfer), et d'autre part, la réception des eaux de pluie qui pose problème du fait de l'absence ou de l'insuffisance d'aménagements en amont sur des communes voisines.

L'évacuation des eaux pluviales des habitations est soumise à l'accord de la commune. En règle générale, elle se fait soit au réseau des eaux pluviales ou aux ruisseaux, soit au caniveau ou au fossé qui longe la voirie. Ce n'est que dans les cas où aucun exutoire n'existe à proximité que l'infiltration des eaux via un puits perdu est tolérée.

La préfecture de Haute-Savoie a fait passer un dossier départemental des risques majeurs (2ème édition – décembre 1998). Des mesures conservatoires ont été prises le long des ruisseaux d'Evian par rapport à la possibilité d'urbaniser, en fonction de la largeur du lit et/ou de l'encaissement du cours d'eau par rapport au terrain naturel. Ces mesures de sauvegarde ont des incidences sur le P.O.S, créant des zones non constructibles à l'intérieur des zones U, d'une largeur de 10 m de part et d'autre des sections de ruisseau repérées.

La présence de la source Cachat Sud sur le territoire de la commune d'Evian impose des recommandations quant aux rejets d'eaux pluviales, d'autant plus que la demande d'extension de la Déclaration d'intérêt Public (D.I.P.) vise à étendre le périmètre de protection à l'échelle de la commune. Du fait de sa protection par une couche morainique, il est explicitement demandé de ne pas infiltrer les eaux sur la parcelle par le biais de puisards qui risqueraient d'atteindre la nappe (Application de l'article L.1322-4 du Code de la Santé Publique). Il est demandé que le second alinéa soit appliqué de la façon suivante : « toutes fouilles ou autres travaux à ciel ouvert s'encastrant de plus d'un mètre dans la moraine, et dans tous les cas d'une profondeur supérieure ou égale à 5 mètres, doivent faire l'objet d'une déclaration au préfet qui en délivre un récépissé ».

De nombreux ruisseaux présentent des risques de contamination de l'eau du lac à certaines périodes notamment lors des pluies après une période sèche.

5.8. PROGRAMME D'ACTION

5.8.1. Elaboration d'un règlement communal d'eau pluviale.

Un règlement communal d'eau pluviale est en cours d'élaboration.

L'objet de ce règlement est de définir, préciser ou rappeler les mesures particulières prescrites sur la commune en matière de ruissellement et de déversement des eaux pluviales dans le réseau public, les ruisseaux, le lac ou le milieu naturel. Il précise la législation et la réglementations en vigueur au plan national.

La mise en place de ce règlement devrait renforcer les moyens de la commune pour préserver la qualité des eaux pluviales :

- Actions préventives, information et sensibilisation de la population.
- Actions répressives, mise en demeure, verbalisations,
- Obligation d'entretien des séparateurs à hydrocarbures avec décanteurs, des bacs à graisse, des bassins de rétention et de présentation d'une copie des certificats d'entretien par des sociétés spécialisées.
- Rappel de l'interdiction de rejeter toutes eaux ou produits polluants dans les grilles d'eaux pluviales

5.8.2. Réduction des sources potentielles de contamination

Un plan d'action a été élaboré par les services techniques municipaux en coordination avec la CCPE dans le cadre de la préservation de la qualité des eaux de baignade pour réduire les sources potentielles de contamination rencontrées.

Les actions qui sont poursuivies sont les suivantes :

- Contrôles de branchements
- Rénovation des réseaux et branchements
- Réduction des déversements des déversoirs d'orage par la CCPE
- Réduction des quantités de sel utilisé lors du déneigement
- Forte diminution des produits phytosanitaires utilisés dans le désherbage, élaboration d'un plan de désherbage
- Investigations pour détecter l'origine des pollutions connues

5.8.3. Entretien, curage des ouvrages d'eaux pluviales

Poursuite des travaux d'entretien et curage des ouvrages d'eaux pluviales (Collecteurs, regards, tampons de regard, bouches à grille, bassin de décantation, séparateurs à hydrocarbures).

Programmation des travaux de renouvellement ou d'extension en coordination avec les travaux VRD

Des investigations des voiries et réseaux sont menées régulièrement par les services techniques municipaux. Des travaux de réfection de voirie, rénovation ou extension des réseaux d'eau potable ou d'eau pluviales enfouissement des réseaux secs sont ainsi programmés en coordination avec les gestionnaires des autres réseaux.

Dans ce cadre le réseau d'eau pluviale est étendu, renforcé ou rénové.

Les travaux suivants sont projetés dans les années qui viennent dans le cadre d'opération :

- Rénovation du réseau d'eau pluviale chemin de la Détanche lors de la réfection de la voirie.
- Rénovation du réseau d'eau pluviale Place de la Libération lors de la création d'un parking souterrain et du réaménagement de la place.
- Rénovation du réseau d'eau pluviale route de Chez Ravasse lors de la réfection de la voirie.

5.8.4. Traitement des zones à risque d'inondation

Les améliorations ponctuelles au réseau actuel continueront à être réalisées pour les points particuliers ou des débordements gênants seront constatés.

5.8.5. Entretien des ruisseaux

Le service voirie renforcera l'entretien des berges et du lit des ruisseaux bordant les propriétés communales en se faisant assister par l'entreprise d'insertion « Chablais insertion » notamment pour les berges des ruisseaux du Forchez et des Chavannes.

De nombreux riverains de ruisseaux n'effectuant pas actuellement l'entretien du lit et des berges du ruisseau bordant leur propriété, des réflexions sont en cours pour pallier à ces carences.

5.9. ZONAGE

Une seule zone couvrant l'ensemble de la commune est retenue pour la maîtrise des eaux pluviales.

Sur cette zone, les règles précitées, limitant le débit d'eau rejeté dans les collecteurs d'eaux pluviales et ruisseaux, et fixées dans la délibération du conseil municipal du 31 janvier 2011, s'appliquent.

6. L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La commune gère elle-même le service d'alimentation en eau potable. Elle dessert également, en partie, la commune de Neuvecelle (environ 210 097 m³ en 2010).

L'alimentation en eau potable de la commune est assurée par :

- Une prise d'eau superficielle : station de pompage et de traitement de la Léchère.

Cette station a un débit moyen de 1 750 m³ par jour ; elle assure 58 % de la production.

Dispositif de traitement : filtration par filtre à sable, ozonisation, filtration à charbon actif stérilisation au chlore au taux de 0.3 mg/l au départ.

- Deux captages de source :

Sources des Cornues (située sur la commune de Bernex) au débit moyen de 1 400 m³ par jour.

Dispositif de traitement : traitement bactériologique aux ultra-violets, stérilisation au chlore gazeux au taux de 0.3 mg/l.

Source de Scionnex au débit moyen de 25 m³ par jour.

- Réservoirs :

La commune est équipée de trois réservoirs :

. le réservoir des Tours situé à 525 m NGF, à la capacité de 2 500 m³, défense incendie 500 m³.

. le réservoir des Bois de Cuir situé à 683 m NGF, à la capacité de 1 000 m³, défense incendie 120 m³.

. le réservoir de Scionnex situé à 725 NGF, à la capacité de 25 m³, absence de défense incendie (agrandissement prévu : emplacement réservé prévu pour cela).

Le réservoir des Tours représente un réservoir pivot. La desserte en eau de la commune de Neuvecelle transite, notamment, par cet équipement.

La commune d'Evian comptait, en 2011, 2 473 abonnés facturés. Le service des eaux a distribué cette même année 1 158 451 m³ (rapport annuel du service des eaux).

Le réseau (distribution et alimentation représentent 61.8 kms) : 40 % du réseau de distribution a moins de 25 ans. 760 mètres de conduites sont renouvelés en moyenne chaque année.

La qualité de l'eau potable :

Les critères relatifs à la qualité de l'eau distribuée sont définis par le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001. Ce décret retient trois critères de qualité :

- Qualité bactériologique
- Qualité chimique
- Qualité physique

Concernant la commune d'Evian, un programme annuel d'analyses est mis en place par la délégation territoriale de l'Agence de la Santé.

Les analyses concluent à une eau de bonne qualité bactériologique et à leur conformité pour l'ensemble des paramètres physico-chimiques.

Une procédure de contrôle complémentaire est organisée à l'échelon communal : dispositif de contrôle, en interne, de surveillance de certains paramètres (bactériologiques, turbidité, présence de fer, plomb). Cette procédure de contrôle en continu de la qualité de l'eau a été mise en place depuis 2003.

Bilan hydraulique :

Evian compte 61.8 kms de réseaux, hors branchements privés. Le réseau de distribution proprement dit (47.8 kms) a un diamètre moyen de 111 mm. Il est à signaler qu'aucun branchement au plomb n'est présent sur la commune. Comme mentionné précédemment, 40 % du réseau a moins de 25 ans. 760 mètres de conduits sont renouvelés, en moyenne, chaque année. Certaines canalisations sont encore en fonte grise : avenue de Fléry et avenue des Grottes.

Ces canalisations constituent l'axe principal du réseau de distribution ; elles font donc l'objet d'un programme de renouvellement.

La commune, avec une population actuelle de 8 142 habitants, et une population saisonnière importante, peut être considérée comme une commune urbaine (plus de 10 000 habitants).

Ce statut de commune urbaine permet de définir les indices suivants concernant la qualité d'étanchéité du réseau :

- Rendement du réseau : rapport volume consommé et exporté / volume produit et importé). Il doit être supérieur à 80 %.
- Indice linéaire de fuite : rapport pertes / linéaires de réseau en km / jour. Il doit être inférieur à 7 m³ / km / jour.

Pour l'année 2012, le pourcentage de rendement concernant la commune d'Evian s'élève à 81.25 %, tandis que l'indice linéaire de perte est estimé à 9.81 m³ / km / jour.

La commune possède donc un réseau d'eau potable de bonne qualité (rendement supérieur à 80 %).

L'indice élevé de pertes reste cependant problématique. Enfin, ce calcul ne tient pas compte des branchements privés.

Ainsi, et conformément à aux seuils indiciaires fixés par décret pris en application de l'article 161 de la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement, une amélioration de la distribution (diminution de l'indice de perte) doit être envisagée.

Article 2 du décret n° 2012-97 en date du 27 janvier 2012 :

« La majoration du taux de la redevance pour l'usage "alimentation en eau potable" est appliquée si le plan d'actions mentionné au deuxième alinéa de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales n'est pas établi dans les délais prescrits au V de l'article L. 213-10-9 lorsque le rendement du réseau de distribution d'eau, calculé pour l'année précédente ou, en cas de variations importantes des ventes d'eau, sur les trois dernières années, et exprimé en pour cent, **est inférieur à 85 ou, lorsque cette valeur n'est pas atteinte, au résultat de la somme d'un terme fixe égal à 65 et du cinquième de la valeur de l'indice linéaire de consommation égal au rapport entre, d'une part, le volume moyen journalier consommé par les usagers et les besoins du service, augmenté des ventes d'eau à d'autres services, exprimé en mètres cubes, et, d'autre part, le linéaire de réseaux hors branchements exprimé en kilomètres.** Si les prélèvements réalisés sur des ressources faisant l'objet de règles de répartition sont supérieurs à 2 millions de m³/an, la valeur du terme fixe est égale à 70.

« Le plan d'actions inclut un suivi annuel du rendement des réseaux de distribution d'eau, tenant compte des livraisons d'eau de l'année au titre de laquelle un taux de pertes en eau supérieur à la valeur mentionnée à l'alinéa précédent a été constaté. En application du plan d'actions, le descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution d'eau potable défini à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales est mis à jour en indiquant les secteurs ayant fait l'objet de recherches de pertes d'eau par des réseaux de distribution ainsi que les réparations effectuées. »

Concernant les mesures à prendre au regard de l'indice élevé de perte, il est à noter que le service communal de distribution a engagé des campagnes de détections plus fréquentes et s'efforce d'assurer une meilleure réactivité en cas de fuite.

Adéquation besoins – ressources

Deux études ont été menées sur le canton d'Evian :

- Etude réalisée par la régie départementale d'assistance en 2005
- Actualisation de l'étude précédente, en 2012, réalisée par le cabinet SAFEGE.

Ces études, sur la base d'une prévision démographique importante (+ 2.48 %), concluaient à une capacité suffisante de la ressource pour 2015 et 2020.

A noter :

Les services de la ville, et plus particulièrement le service Parcs et Jardins en charge de la gestion de 35 hectares sur la commune, suit une politique de gestion raisonnée de l'arrosage.

Une vigilance spécifique est exercée par ce service concernant les risques de déperditions liés aux dispositifs d'arrosage. Un agent est spécialement formé et affecté au suivi de ces installations. Les nouveaux aménagements équipés de systèmes d'arrosage sont tous pilotés par programmeurs reliés à un pluviomètre, afin de permettre une consommation d'eau maîtrisée. En 2010, une nouvelle station de pompage a été mise en service. Cette station assure 92 % de l'alimentation du réseau d'arrosage par prélèvement dans le lac Léman.

Le service utilise, depuis plusieurs années, des substances composées de terreau et billes d'argiles à fort rétention d'eau ; ceci dans l'objectif de limiter les arrosages. Une politique de renouvellement des

jardinières est menée afin de généraliser l'usage de bacs à réserve d'eau aérée, permettant ainsi une réduction des besoins.

7. L'ELIMINATION DES DECHETS

La Communauté de Communes du Pays d'Evian dispose de la compétence Protection et mise en valeur de l'environnement. A ce titre, elle assure le tri sélectif, la collecte et le traitement des ordures ménagères.

En 2014, 13 608 ménages étaient desservis concernés par le service public des déchets.

Sur l'ensemble du territoire de la CCPE, c'est le règlement de collecte du service déchets qui s'applique. Il définit la garantie d'un service public de qualité et contribue à améliorer la propreté sur le territoire communautaire. Il permet d'assurer la sécurité et le respect des conditions de travail des personnes en charge de la collecte et du traitement des déchets. Il sensibilise les citoyens à la nécessité de réduire leur production de déchets et à valoriser au maximum les déchets produits. Le règlement de collecte rappelle également les obligations de chacun en matière d'élimination des déchets.

Situation de la commune d'Evian les bains

La collecte des ordures ménagères

Elle s'effectue sur le principe du ramassage en points de regroupements (bacs de 660 ou 770 litres) ou en conteneurs enterrés et semi enterrés, toutefois, une partie de la commune est encore collectée en bacs individuels en porte à porte.

La collecte est assurée en régie pour les bacs roulant et en prestations de service pour les conteneurs enterrés et semi enterrés. La fréquence de collecte est bi-hebdomadaire, avec différents secteurs de tournées :

- Secteur 1 – Evian centre, est et ouest
- Secteur 2 – Evian hauts – Publier – Amphion – Marin

Cependant, le centre ville d'Evian dispose d'une fréquence de collecte plus importante, de 4 collectes/semaine pendant 9 mois et 5 collectes/semaine les 3 mois d'été.

Pour l'ensemble du territoire de la CCPE, ce sont 8 567 Tonnes d'ordures ménagères qui ont été collectées en 2014, soit 262 kg/habitant/an.

La commune d'Evian est équipée de 890 bacs et conteneurs de collecte, ce qui représente 419 m³.

Le traitement des ordures ménagères

Il est assuré à l'usine d'incinération de Thonon les bains par le Syndicat de Traitement des Ordures ménagères du Chablais. L'incinération des ordures ménagères est valorisée par la production de chaleur.

La collecte sélective des emballages ménagers et journaux et magazines

Elle concerne les emballages ménagers, les journaux et le verre. Comme pour les ordures ménagères, elle s'effectue sur le principe du ramassage en points de regroupements (bacs de 120 ou

770 litres) ou conteneurs enterrés et semi enterrés. La commune d'Evian est équipée de 576 bacs et conteneurs pour un volume de 279 m³.

La collecte est assurée à une fréquence hebdomadaire, le mercredi, pour partie en régie (bacs roulant) et en prestation de service (conteneurs enterrés et semi enterrés).

Pour l'ensemble du territoire de la CCPE, ce sont 1 420 Tonnes d'emballages ménagers et journaux et magazines qui ont été collectées en 2014.

Les emballages ménagers et les journaux et magazines sont envoyés au centre de tri de l'entreprise Ortec Environnement pour tri, conditionnement et envoi aux prestataires de la collectivité en charge du recyclage des matériaux.

La collecte selective du Verre

Elle est réalisée en point d'apport volontaire dans des colonnes de 2.5 à 4m³. Il y en a 27, pour un volume de 75 m³, réparties sur la commune. La collecte est réalisée en prestation de service à une fréquence hebdomadaire.

Pour l'ensemble du territoire de la CCPE, ce sont 1 510 Tonnes de verre qui ont été collectées en 2014 soit 46.2 kg/habitant/an.

La collecte des cartons des commerçants

La CCPE a mis en place, 2 fois par mois une collecte des cartons pour les commerces situés sur la ville d'Evian. Cette collecte est assurée en prestation de service. En 2014, ce sont 28.05 tonnes de cartons qui ont été collectées.

La collecte des textiles

Des bornes sont mises en place par l'association Re née. En 2014 ce sont 100.32 tonnes de textile qui ont été collectées sur les 18 bornes du territoire.

La collecte des déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)

Elle est instaurée depuis le 1^{er} janvier 2012 sur tout le territoire de la CCPE en partenariat avec les pharmacies. Elle est réservée exclusivement aux particuliers en auto traitement. Pour cela, chaque pharmacie dispose de 2 fûts de 50 litres collectés chaque semaine.

Les déchetteries

La CCPE possède 4 déchetteries situées à Bernex, Champanges, Lugrin et Vinzier. Elle est également adhérente à la déchetterie du SERTE pour desservir plus particulièrement les communes d'Evian les Bains et Publier.

Les déchetteries permettent la collecte des déchets ne disposant pas d'une collecte classique (encombrants, déchets verts, produits toxiques, gravats,...)

En 2014, 7 657 Tonnes de déchets ont été apportées par les particuliers et les professionnels sur les 4 déchetteries du territoire.

Selon leur nature, les déchets sont ensuite envoyés par la CCPE dans les filières de recyclage adaptées.